



# Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique

Section Nationale INSERM

7, rue Guy Môquet - Bâtiment I - B.P. 8 - 94 801 Villejuif Cedex  
Tél. : 01.49.58.35.81 - Fax : 01.49.58.35.33 - Mél : [sntrsins@vjf.cnrs.fr](mailto:sntrsins@vjf.cnrs.fr)  
Site Web : <http://sntrs.fr/>

## Vœux 2012 du Président Directeur Général INSERM : André Syrota : le Marchand de Sable !

Lundi 9 janvier 2012, le Président Directeur Général organisait, comme chaque année, une réception avec les personnels du siège et des délégations régionales de l'Île de France pour présenter ses vœux 2012. Cette année, cela se passait à la Cité de la Musique : l'ambiance était festive, les petits fours étaient délicieux, l'orchestre jazzy excellent et le discours du PDG ... **surréaliste**, décalé avec la réalité que vivent ceux qui travaillent dans les administrations centrales et déconcentrées et dans les laboratoires (voir **texte des vœux du PDG** : [http://websyndicats.vjf.cnrs.fr/sntrscqt/IMG/pdf/Voeux\\_2012\\_Pr\\_Andre\\_Syrota.pdf](http://websyndicats.vjf.cnrs.fr/sntrscqt/IMG/pdf/Voeux_2012_Pr_Andre_Syrota.pdf)). Le SNTRS-CGT a distribué à l'entrée un **tract d'information sur la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)**. (voir : <http://websyndicats.vjf.cnrs.fr/sntrscqt/spip.php?article665>).

Le discours du PDG de 30 min pourrait se résumer ainsi : Tout va très bien, ou presque, madame la Marquise !

Comme le montre l'attribution du prix Nobel 2011 à Jules Hoffmann qui consacre l'excellence de la recherche française. Mais, ce prix couronne des travaux entrepris il y a 20 ans dans un tout autre contexte : **celui de la liberté de recherche** ! Aujourd'hui, demander à l'ANR un contrat sur l'immunité innée en utilisant le modèle de la drosophile, c'est l'échec assuré ! La vision euphorique du PDG (*mutation extraordinaire dans le domaine des connaissances. Emergence de nouvelles approches, ...*) se heurte à la réalité du monde de la recherche qui est avant tout celle de l'instabilité due aux contrats, de la précarité des personnels, d'une recherche de plus en plus finalisée.

Citant des travaux d'équipes Inserm (publiées dans des revues à haut facteur d'impact !) comme preuve de la vitalité de l'Inserm, le PDG « ne voit aucune raison de pratiquer le déclinisme tellement à la mode dans notre pays ». (déclinisme : terme péjoratif désignant un courant d'idées et d'analyses de penseurs français qui estiment que la France est en déclin, aux niveaux tant économique que culturel ou géopolitique, source Wikipédia). L'important pour A Syrota, ce sont les résultats, les index de citations, le « ranking », qu'importent les personnels et les conditions dans lesquelles ils travaillent !

Concernant les Investissements d'Avenir, A Syrota ose écrire « Une part importante des 22 milliards d'euros empruntés sera dédiée à des projets en science de la vie et de la santé ». Mais la plupart de ces 22 milliards doivent être placés en capital dont la valorisation spéculative doit assurer le fonctionnement des laboratoires choisis par le comité « René Ricoll » ! L'instabilité financière permanente dans laquelle nous sommes entrés devrait inciter A Syrota à plus de clairvoyance pour nous vendre un système d'organisation et de financement de la recherche reposant sur la Bourse !

Concernant la valorisation, le PDG affirme que l'Inserm sera très attentif à ce que les structures de valorisation créées par le Grand Emprunt (SATT) ne soient pas concurrentes des filiales des organismes, comme Inserm-Transfert. Le PDG se réveille : les Satt sont concurrentielles des structures de valorisation des organismes, elles ont été créées pour que les universités en soient les seules bénéficiaires.

La montée en charge de la LRU implique pour A Syrota une collaboration encore plus étroite avec les Universités qui vise, à travers une politique de site dans le cadre de l'Aviesan, à régler ensemble la création et la fermeture des unités, les plateformes, les chaires et la gestion. C'est-à-dire que l'Inserm n'a plus de politique scientifique propre. Elle est vassalisée, comme le CNRS, à la politique de site décidée par le pouvoir politique au travers des universités qu'il pilote.

A Syrota fait mention de sa nomination à la vice-présidence de Science Europe, qui regroupe en Europe les institutions académiques et les agences de financement, pour nous parler de la dimension européenne et internationale de l'activité de l'Inserm. Que l'on nous permette un commentaire : PDG de l'Inserm, Président de l'Aviesan, vice président de Science Europe, il nous semble que cela fait beaucoup pour une seule personne, qui a, fort logiquement, bien peu de temps à consacrer à la vie de notre Institut et à ses personnels !

Si les évolutions en cours donnent au PDG des motifs de satisfaction, il reste visiblement des points problématiques à ses yeux :

Pour le PDG, les relations avec l'ANR se sont améliorées grâce aux ITMOs ! Mais le degré de sélectivité des demandes de contrats (plus de 80% de rejets) est inquiétant, comme est tout aussi inquiétant la réduction du budget de l'ANR. Pour lui, ceci pose la question de son évolution dans les années à venir.

Pour le PDG, la création de l'AERES n'a pas été suivie de la simplification annoncée, son seul intérêt réside dans la constitution de jurys internationaux. Mais en fait, cette agence n'a toujours pas supprimé le besoin d'instances scientifiques de l'organisme (CSS et Conseil Scientifique) dans l'évaluation des unités, comme le SNTRS CGT continue de le défendre !

Le PDG a remercié en cinq minutes les personnels du siège et ceux des délégations pour leur travail de soutien à la recherche qui vise à simplifier le travail des chercheurs qui consacrent beaucoup trop de temps aux tâches administratives. Il reconnaît que « l'exercice des personnels de gestion est difficile, parfois ingrat », mais il ne dit pas pourquoi. Selon un article de Sciences, les

scientifiques américains consacraient 42% de leur temps en tâches administratives. Mais ce temps en paperasserie est la conséquence directe d'une recherche financée sur contrats, voulue par ce gouvernement et que le PDG Inserm soutien avec force ! Quand les financements provenaient majoritairement des crédits récurrents, les scientifiques ne perdaient pas leur temps à courir après la monnaie et pouvaient se consacrer à l'avancée des connaissances.

Asséner ensuite que le but de l'Aviesan est de simplifier la tâche des scientifiques et la visibilité du système de recherche relève de l'auto persuasion. La plus value de ce « machin » n'est évidente pour personne, le CNRS d'ailleurs ne veut pas en entendre parler !

Concernant la simplification, A Syrota reconnaît que les appels d'offre du Grand Emprunt ont eu l'effet inverse, c'est le moins que l'on puisse dire !

Il s'est à nouveau félicité que l'Inserm soit le premier de la classe des organismes de recherche dans la réduction des fonctions support comme noté par l'audit de l'Inspection Générale de l'Administration de l'Education Nationale et de la Recherche (IGAENR). Là, André Syrota a fait très fort. Il a cité le rapport de l'IGAENR sans parler aux personnels concernés qu'il avait pourtant devant lui, du plan d'action de la RGPP sur les fonctions support qui découle du rapport de l'audit, que la Direction Générale a élaboré. Pourtant les Délégués Régionaux ont du recevoir, début janvier 2012, leur lettre de mission avec leurs objectifs.

Or, pour avoir des informations sur la RGPP à l'Inserm, il faut lire le plan d'action du CNRS 2012-2015 sur les fonctions support qui sera soumis au Comité Technique le 18 janvier et au Conseil d'Administration de l'organisme. Ce plan est téléchargeable <http://websyndicats.vjf.cnrs.fr/sntrscqt/spip.php?article664>. Il décrit en détail le processus de restructuration de l'appareil administratif du CNRS. **La page 36 de ce document nous apprend que la Délégation Régionale du CNRS de Lille accueillera dans ses locaux celle de l'Inserm dès le début de 2013.**

Il est évident que ce n'est que le début d'un processus qui va affecter les fonctions menées par les personnels des deux délégations régionales.

La Direction Générale de l'Inserm avait juré ses grands dieux qu'elle n'était pas au courant de la démarche du CNRS et qu'il n'en était pas question. Il est très peu vraisemblable que le CNRS ait écrit dans un document présenté au prochain CA du CNRS pour approbation, sa volonté de fusionner sa DR avec celle de l'Inserm sans s'être concerté avec la Direction de l'Inserm.

Pourquoi mentir avec autant d'aplomb ?

Comment se fait il que la Direction de l'Inserm ne communique pas aux organisations syndicales son plan d'action de réduction des fonctions support ? Il est scandaleux qu'elle n'envisage pas de convoquer le Comité Technique de l'établissement. Désire-t-elle que l'intervalle soit le plus court possible entre la publication de son plan d'action et sa mise en œuvre ?

A l'Inserm, où le dialogue social est inexistant, jamais les personnels n'ont été autant méprisés par leur Direction.

**Le SNTRS-CGT s'est adressé aux autres organisations syndicales pour demander à la Direction Générale la convocation d'un Comité Technique sur la RGPP et sur le "dégraissage" massif des CDD éligibles au projet de loi sur la réduction de la précarité.**

## Informez vous, Ne restez pas isolé, Rejoignez le SNTRS CGT !

*Le SNTRS CGT vous présente*

*tous ses meilleurs vœux pour cette année 2012 pour vous et vos proches !*

*Pour :*

- *Se défendre*
- *Défendre notre statut*
- *Renforcer le service public de recherche*

**Prenez contact avec notre syndicat :**

SNTRS-CGT 7 rue Guy Môquet 94801 Villejuif

tél. : 01 49 58 35 81

Fax : 01 49 58 35 33

Mél : [sntrsins@vjf.cnrs.fr](mailto:sntrsins@vjf.cnrs.fr), Web : <http://sntrs.fr/>

Nom : Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse du labo ou service : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_